

3° les fusils munis d'un dispositif de visée comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique ou tout autre dispositif pour le tir de nuit;

4° les fusils munis d'un silencieux;

5° les pistolets, les pistolets automatiques, les pistolets mitrailleurs et des revolvers;

6° les fusils mitrailleurs.

Art. 2. Sous réserve des dispositions de l'article 1er, sels les fusils suivants peuvent être utilisés :

1° les fusils à canon lisse d'un calibre d'au moins 20 et d'au plus 12;

2° les carabines à canon rayé d'un calibre nominal, exprimé ou converti en millimètres, d'au moins 5,6 mm;

3° les fusils à canon lisse et à canon rayé dont chaque canon satisfait aux limites fixées par le présent article pour un canon lisse ou pour un canon rayé.

Art. 3. § 1er. En vue de l'exercice de la chasse au fusil aux espèces et catégories de gibier désignées ci-après, seules les munitions énumérées ci-dessous peuvent être utilisées pour la mise à mort ou l'achèvement des gibiers visés :

a) *Chasse au grand gibier :*

1° pour le chevreuil : des cartouches à balles pour canon rayé, dont l'énergie normale à l'impact atteint au moins 98 J à 100 m de la bouche du canon;

2° pour les autres grands gibiers (cerf, sanglier, mouflon, daim) : des cartouches à balles pour canon rayé, dont le calibre nominal, exprimé ou converti en millimètres, n'est pas inférieur à 6,5 mm et dont l'énergie normale à l'impact atteint au moins 2.200 J à 100 m de la bouche du canon;

3° pour tous les grands gibiers : lors de battues au grand gibier des cartouches à balles pour canon lisse de calibre 20, 16 ou 12 peuvent également être utilisées.

b) *Chasse au petit gibier et au gibier d'eau :* des cartouches à plombs dont le diamètre des plombs ne dépasse pas 3,5 mm.

c) *Chasse aux autres gibiers :* des cartouches à plombs dont le diamètre des plombs ne dépasse pas 4 mm, ou des cartouches à balles d'un calibre nominal, exprimé ou converti en millimètres, d'au moins 5,6 mm.

§ 2. Les projectiles au phosphore, les projectiles traçants, les projectiles gainés et les projectiles non expansifs ne peuvent pas être utilisés dans le cadre du § 1er.

Art. 4. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de l'article 31^{ter} de la loi sur la chasse du 28 février 1882.

Art. 5. Sont abrogés en ce qui concerne la Région flamande :

1° l'arrêté royal du 11 septembre 1964 réglementant l'emploi de certains projectiles en vue de l'exercice de la chasse, modifié par l'arrêté royal du 29 juin 1971;

2° l'arrêté royal du 1er août 1966 réglementant l'emploi de certains projectiles en vue de la chasse au coq de bruyère au balz.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre communautaire de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 octobre 1987.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Santé publique et de l'Environnement,

J. LENSSENS

F. 87 — 2107

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

17 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant exécution des articles 18 et 36 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mars 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mars 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse, spécialement ses articles 18 et 36;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 décembre 1985 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985, réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 29 juin 1987;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du Budget, en date du 17 juillet 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à exécution sans retard les dispositions relatives à certains frais spéciaux prévues par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mars 1987 précité entré en vigueur au 1er janvier 1987;

Vu l'urgence,

Arrêtons :

Article 1er. Il peut être alloué, en exécution des articles 18, § 3 et 36 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mars 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant l'encadrement de mesures pour la protection de la jeunesse, aux personnes et services visés à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mars 1987 précité, des subsides destinés au paiement ou au remboursement des frais spéciaux, dans les cas et aux conditions déterminées par le présent arrêté.

Art. 2. Les subsides pour frais spéciaux ne peuvent être alloués :

1° si une personne physique ou morale est tenue légalement, conventionnellement ou en vertu d'une décision judiciaire au paiement ou au remboursement de ces frais;

2° si les frais exposés résultent d'un fait couvert par les contrats d'assurance souscrits en vertu de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif précité;

3° si les frais spéciaux exposés résultent d'une faute, d'une négligence ou d'une imprudence dans le chef du particulier ou d'un membre du personnel du service.

Au cas où une personne physique ou morale peut être tenue même partiellement au remboursement de ces frais, ou lorsque des subsides peuvent être obtenus auprès d'autres pouvoirs publics, la demande indique les démarches effectuées en vue d'obtenir celui-ci. Le résultat obtenu est communiqué à l'Administration qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions.

Art. 3. Sauf les exceptions prévues par le présent arrêté, les demandes de frais spéciaux, préalables et motivées, sont soumises par la personne ou le service visé à l'article 1er, à l'autorisation du Ministre ou du fonctionnaire délégué à cet effet. Toutefois l'avis motivé de l'autorité ayant pris la mesure pour la protection de la jeunesse ou ayant demandé l'aide résidentielle est requis lorsque les frais sont destinés à l'orientation scolaire ou professionnelle, lorsqu'ils sont demandés en vue d'assurer l'encadrement non résidentiel de mesures ou lorsqu'il s'agit des frais spéciaux visés aux articles 5, 2° et 7 du présent arrêté.

Art. 4. Les frais spéciaux sont payés ou remboursés sur production d'une facture ou de tout autre document probant.

CHAPITRE Ier. — Frais spéciaux exceptionnels alloués en vertu de l'article 18, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1987

Art. 5. Les particuliers et les services résidentiels qui bénéficient d'une subvention journalière forfaitaire pour frais ordinaires et pour frais spéciaux, peuvent obtenir en sus de celle-ci le remboursement de frais spéciaux exceptionnels en vertu de l'article 18, § 3, de l'arrêté du 12 mars 1987, dans le cas et aux conditions suivantes :

1° Dépenses afférentes aux soins de santé non courants énumérés à l'article 23 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ou à la fourniture de produits pharmaceutiques non couverts par la subvention journalière forfaitaire: Pour autant qu'elles soient accompagnées d'un certificat médical, ces dépenses peuvent être exposées sans autorisation si elles sont inférieures à 20 000 francs pour des soins que requiert une seule et même affection, déduction faite de l'intervention de l'organisme assureur.

2° Dépenses résultant de traitements paramédicaux ou de traitements non prévus par la nomenclature des soins de santé, pour autant qu'elles soient accompagnées d'un certificat médical justifiant les soins et le traitement ainsi que la durée de ceux-ci.

3° Frais d'achat spécifique de matériel, matériau, outillage ou vêtements, destiné à l'enseignement secondaire, technique ou professionnel, d'un montant supérieur à 1 000 francs par année scolaire.

4° Frais d'instruction et d'éducation résultant de l'enseignement universitaire ou supérieur de type court ou de type long.

Art. 6. Les frais prévus à l'article 5, 1° et 2° du présent arrêté sont remboursés à concurrence des montants fixés par les dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance maladie-invalidité, sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur. Le coût des séjours en clinique est remboursé, sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur, à concurrence du prix de séjour en chambre commune sauf circonstances spéciales justifiant le séjour en chambre individuelle.

Les frais prévus à l'article 5, 2° et 3° du présent arrêté ainsi que les frais de soins et de traitements non prévus par la nomenclature des soins de santé sont remboursés à concurrence des frais réels, sous déduction des paiements, remboursements ou subventions visés à l'article 2 du présent arrêté.

Les frais afférents aux examens et traitements pratiqués dans les services avec lesquels le Ministre a passé convention sur base de l'article 41, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif précité, sont remboursés suivant le tarif fixé aux termes de ces conventions.

Art. 7. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, par décision motivée, allouer, dans des cas d'espèces, des subsides pour couvrir des frais non prévus aux articles précédents et exposés en raison de circonstances exceptionnelles.

CHAPITRE II. — Frais spéciaux alloués en vertu de l'article 36 de l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1987

Art. 8. Les services non-résidentiels peuvent obtenir, en vertu de l'article 36 de l'arrêté de l'Exécutif du 1er mars 1987, le remboursement de frais spéciaux dans les cas prévus à l'article 18, § 1b, de l'arrêté de l'Exécutif précité et à l'article 5 du présent arrêté, pour autant que ces frais soient exposés au cours de la prise en charge, qu'ils soient prévus par le programme individuel et indispensables à la réalisation de celui-ci et que les ressources du mineur soient insuffisantes sans préjudice des obligations incombant aux débiteurs d'aliments.

Art. 9. Les frais prévus à l'article 8 sont remboursés, selon le cas, soit aux conditions prévues à l'article 6 du présent arrêté, soit à concurrence des montants fixés par le Ministre ou le fonctionnaire délégué.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.

Bruxelles, le 17 juillet 1987.

Le Ministre-Président de la Communauté française chargé du Budget,
Ph. MONFILS

Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme
de la Communauté française de Belgique,

E. POULLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 37 — 2107

17 JULI 1987. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van de artikelen 18 en 36 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 maart 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleiding van maatregelen voor de jeugdbescherming

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1985 betreffende de jeugdbescherming;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 maart 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleiding van maatregelen voor de jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 18 en 36;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 december 1985 houdende regeling van zijn werking;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 29 juni 1987;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap belast met de begroting van 17 juli 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de bepalingen met betrekking tot sommige bijzondere kosten zoals bedoeld bij voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 maart 1987 in werking getreden op 1 januari 1987 onverwijld ten uitvoer moeten worden gebracht;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluiten :

Artikel 1. In uitvoering van de artikelen 18, § 3 en 36 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 maart 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met de begeleiding van maatregelen voor de jeugdbescherming, kunnen aan de personen en diensten bedoeld in artikel 4 van het voormeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 maart 1987 toelagen worden verleend voor de betaling of terugbetaling van bijzondere kosten, in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald door dit besluit.

Art. 2. Geen toelage voor bijzondere kosten mag worden verleend :

1° indien een natuurlijke of rechtspersoon wettelijk, bij overeenkomst of bij rechterlijke beslissing tot betaling of terugbetaling van die kosten gehouden is;

2° indien de gemaakte kosten volgen uit een feit dat gedekt is door de verzekeringspolissen afgesloten in uitvoering van artikel 6 van voormeld besluit van de Executieve;

3° indien de gemaakte bijzondere kosten volgen uit een fout, nalatigheid of onvoorzichtigheid in hoofde van een privaat persoon of een personeelslid van de dienst.

In het geval een natuurlijke of rechtspersoon slechts gedeeltelijk kan worden gehouden tot de terugbetaling van deze kosten, of indien de toelagen kunnen worden verkregen bij andere openbare besturen, dan vermeldt de aanvraag de gedane bemoeiingen om deze te verkrijgen.

Het bekomen resultaat wordt medegedeeld aan de administratie die de jeugdbescherming binnen zijn bevoegdheid heeft.

Art. 3. Behoudens de uitzonderingen bedoeld in dit besluit worden de aanvragen voor bijzondere kosten, voorafgaandelijk en gemotiveerd, voorgelegd door de persoon of dienst bedoeld in artikel 1, aan de machtiging van de minister of van de daartoe gemachtigde ambtenaar.

In ieder geval is het gemotiveerd advies vereist van de overheid die de jeugdbeschermingsmaatregel heeft uitgevaardigd of de residentiële hulp heeft gevraagd indien de kosten bedoeld zijn voor de school- of beroepsoriëntatie, indien zij worden gevraagd om de niet-residentiële begeleidingsmaatregelen te verzekeren of indien het gaat om bijzondere kosten bedoeld in de artikelen 5, 2° en 7 van dit besluit.

Art. 4. De bijzondere kosten worden betaald of terugbetaald na overlegging van een factuur of van enig ander stuk tot staving.

HOOFDSTUK I. — Uitzonderlijke bijzondere kosten toegekend op grond van artikel 18, § 3, van het besluit van de Executieve van 12 maart 1987

Art. 5. De particulieren en de residentiële diensten die genieten van een forfaitaire dagtoelage voor gewone en bijzondere kosten, kunnen daarenboven de terugbetaling bekomen van uitzonderlijke bijzondere kosten in toepassing van artikel 18, § 3, van het besluit van 12 maart 1987, in het geval en onder de voorwaarden die volgen :

1° De uitgaven met betrekking tot de niet gewone geneeskundige verzorging opgesomd in artikel 23 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering of de verstrekking van farmaceutische producten die niet gedekt zijn door de forfaitaire dagtoelage.

Voor zover zij vergezeld zijn van een medisch attest, kunnen deze uitgaven zonder machtiging worden gedaan indien zij lager zijn dan 20 000 frank voor de zorgen die één en dezelfde aandoening vereist, de vermindering van het verzekeringsorganisme in acht genomen.

2° De uitgaven voortvloeiend uit para-medische behandelingen of behandelingen die niet voorkomen in de nomenclatuur der geneeskundige verstrekkingen, voor zover zij vergezeld zijn van een medisch attest die de zorgen en de behandeling alsook de duur ervan rechtvaardigen.

3° Specifieke aankoopkosten voor materieel, materiaal, gereedschap of kledingstukken bestemd voor het secundair, technisch of beroepsopleidend onderwijs, voor een bedrag dat de 1 000 frank per schooljaar te boven gaat.

4° Onderwijs- en opvoedingskosten voortvloeiend uit het universitair of hoger onderwijs van het korte of lange type.

Art. 6. De kosten bedoeld in artikel 5, 1° en 2° van dit besluit zijn terugbetaalbaar naar rata van de bedragen vastgesteld overeenkomstig de wettelijke en reglementaire verordeningen inzake ziekte- en invaliditeitsverzekering, onder aftrek van de terugbetaling ten laste van het verzekeringsorganisme. De prijs van het verblijf in een ziekenhuis wordt terugbetaald, onder aftrek van de terugbetaling ten laste van het verzekeringsorganisme, ten belope van de prijs voor een verblijf in een gemeenschappelijke kamer, tenzij bijzondere omstandigheden het verblijf in een afzonderlijke kamer rechtvaardigen.

De kosten bedoeld in artikel 5, 2° en 3° van dit besluit alsook de verzorgings- en behandelingskosten die niet voorkomen in de nomenclatuur der geneeskundige verstrekkingen zijn terugbetaalbaar naar rata van de reële kosten, onder aftrek van de betalingen, terugbetalingen of toelagen bedoeld in artikel 2 van dit besluit. De uitgaven betreffende onderzoeken en behandelingen uitgevoerd in de diensten waarmede de Minister een overeenkomst heeft gesloten op basis van artikel 42, § 2, van voormeld besluit van de Executieve, zijn terugbetaalbaar volgens het tarief dat bij die overeenkomsten is vastgesteld.

Art. 7. De Minister of de daartoe gemachtigde ambtenaar kan, in een met reden omklede beslissing en in alleenstaande gevallen, toelagen toestaan om kosten te dekken waarin de vorige artikelen niet hebben voorzien en dit gedaan wegens uitzonderlijke omstandigheden.

HOOFDSTUK II. — Bijzondere kosten toegekend op grond van artikel 36 van het besluit van de Executieve van 12 maart 1987

Art. 8. De niet residentiële diensten kunnen, in toepassing van artikel 36 van het besluit van de Executieve van 12 maart 1987, de terugbetaling bekomen van de bijzondere kosten in de gevallen bedoeld in artikel 18, § 1b, van voornoemd besluit van de Executieve en in artikel 5 van dit besluit, voor zover deze kosten werden gemaakt tijdens de tenlasteneming en zij vermeld zijn in het individueel programma en onmisbaar in de realisatie ervan, en de bestaansmiddelen van de minderjarige ontoereikend zijn en onverminderd de verplichtingen ten laste van de onderhoudsplichtige personen.

Art. 9. De kosten bedoeld in artikel 9 zijn terugbetaalbaar, volgens het geval, hetzij volgens de voorwaarden bedoeld in artikel 6 van dit besluit, hetzij ten belope van de bedragen vastgesteld door de Minister of de gemachtigde ambtenaar.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

Brussel, 17 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap belast met de Begroting,

Ph. MONFILS

De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 20 août 1987 :

Sont nommés chevalier de l'Ordre de la Couronne à la date du 8 avril 1986 :

M. Cools, Simon Laurent, inspecteur aux services extérieurs ressortissant à l'Office de la protection de la jeunesse.

M. Vanden Borre, Rudy Emma Camille, médecin-psychiatre à l'Établissement d'éducation de l'État à Ruiselede.

Mlle Fizez, Agnès Paula Marie-Antoinette, déléguée permanente principale à la protection de la jeunesse près les autorités judiciaires de Malines.

Est nommé chevalier de l'Ordre de la Couronne à la date du 15 novembre 1986 :

M. Casteleyn, Raymond Clara Charles Yvonne, médecin à l'Établissement d'éducation de l'État à Ruiselede.

Est nommé officier de l'Ordre de Léopold II à la date du 15 novembre 1986 :

M. Casaert, Jan Arthur Adrien, directeur au Centre orthopédagogique de l'État pour filles à Beernem.

Par arrêtés royaux du 1er octobre 1987.

Sont nommés :

Chevalier de l'Ordre de Léopold :

MM. :

Ardui, Louis, aumônier à la prison central de Louvain (15.11.1985);

Bosch, Josephus, directeur de 2e classe à la colonie de bienfaisance de l'État de Wortel (15.11.1985);

Denis, Maurice, chef administratif à la prison de Saint-Gilles (8.4.1986);

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 20 augustus 1987 :

Zijn benoemd tot ridder in de Kroonorde op datum van 8 april 1986 :

De heer Cools, Simon Laurent, inspecteur bij de buitendiensten die onder de Dienst voor jeugdbescherming ressorteren.

De heer Vanden Borre, Rudy Emma Camille, geneesheer-psychiater bij het Rijksopvoedingsgesticht te Ruiselede.

Mej. Fizez, Agnès Paula Marie-Antoinette, eeraanwezend vaste afgevaardigde bij de jeugdbescherming bij de rechterlijke overheden te Mechelen.

Is benoemd tot ridder in de Kroonorde op datum van 15 november 1986 :

De heer Casteleyn, Raymond Clara Charles Yvonne, geneesheer bij het Rijksopvoedingsgesticht te Ruiselede.

Is benoemd tot officier in de Orde van Leopold II op datum van 15 november 1986 :

De heer Casaert, Jan Arthur Adrien, directeur bij het Rijksorthopedagogisch Centrum voor meisjes te Beernem.

Bij koninklijke besluiten van 1 oktober 1987.

Zijn benoemd :

Tot Ridder in de Leopoldsorde :

De heren :

Ardui, Louis, aalmoezenier bij de centrale gevangenis te Leuven (15.11.1985);

Bosch, Josephus, directeur 2e klasse bij de Rijksweldadigheidskolonie te Wortel (15.11.1985);

Denis, Maurice, bestuurschef bij de gevangenis te Sint-Gillis (8.4.1986);